



Le retour du muguet

Il fut une époque pas si lointaine où le Front national accaparait la vedette chaque 1^{er} Mai. Ce n'est plus le cas. Les maigres cohortes lepénistes défilent désormais dans l'indifférence, confirmant ainsi le déclin dans lequel semble s'être engagé ce parti et dont les élections européennes diront s'il est ou non inexorable. Si la crise ne profite apparemment pas à la petite entreprise lepéniste, c'est qu'elle n'a pas fait surgir chez nous de réactions xénophobes, au contraire de ce qui se passe dans certains pays voisins.

Deux événements auront marqué cette Fête du travail 2009, l'un politique et l'autre syndical. Le premier, c'est le retour du PS dans les manifestations. Sans doute le Parti socialiste n'a-t-il pas offert l'image unitaire qu'espérait Martine Aubry, puisque ses éléphants répugnent visiblement à battre de concert le pavé parisien. Mais enfin, les socialistes ont quitté le trottoir duquel ils saluaient jusqu'alors prudemment les manifestants pour retrouver la chaussée. C'est, au

sens propre, une remise en marche... Mieux, ses dirigeants ne sont (presque) plus sifflés dans les cortèges, pour la première fois depuis dix ans.

L'autre événement tient bien sûr au front uni qu'ont affiché quant à eux les syndicats. Leurs dirigeants apportent ainsi une nouvelle preuve de l'esprit de responsabilité dont ils font montre depuis que la crise a éclaté, tentant d'une part de canaliser la colère de la base, d'autre part de quémander au sommet un peu de « grain à moudre ».

Mais cette belle unité peut-elle se maintenir longtemps en-

BRUNO DIVE
b.dive@sudouest.com



Les leaders syndicaux apportent une nouvelle preuve de leur esprit de responsabilité

core ? Chaque « journée d'action » voit surgir immanquablement une polémique et une question. La polémique, ridicule, a trait au nombre de manifestants, qui varie maintenant du simple (selon la police)... au triple (selon les organisateurs). Disons que, de l'ordre du million, les manifestants restent très nombreux, même s'ils le furent un peu moins hier que le 19 mars. Tous, en tout cas, se posent la question du débouché à donner à ces manifestations. Certains syndicats prônent la grève générale, comme si celle-ci se décrétait. D'autres, plus sages ou plus réalistes, n'en veulent pas et prônent sans doute... une nouvelle journée d'action. Au risque de donner l'impression que le mouvement social tourne en rond.

LE TRAIT D'UNIONIA



TRIBUNE LIBRE

La liberté de la presse vue dans l'œil des exilés



Demain, Journée internationale de la liberté de la presse, vous vous intéresserez peut-être au sort des journalistes, qui, dans de nombreux pays, payent de leur liberté ou de leur vie leur passion pour le métier d'informer. Vous serez sensible au drame de la journaliste pigiste irano-américaine Roxana Sabieri, arrêtée le 31 janvier en Iran, condamnée à 8 ans de prison sous prétexte d'espionnage, aujourd'hui en grève de la faim dans sa cellule.

Depuis le début de cette année, d'après Reporters sans frontières, 18 journalistes ont trouvé la mort, 143 sont en prison, ainsi que 9 collaborateurs et 66 cyberdissidents. Derrière ces chiffres, combien de confrères menacés, dont la vie est devenue un cauchemar et qui savent qu'un jour, ils vont grossir ces statistiques ?

L'exil est une répression sans statistiques. Le terrible exil, loin des siens, de son pays, de son métier. Dans les pays sans liberté, le journaliste se heurte à un carré infernal : se laisser corrompre, être emprisonné, tué ou contraint de fuir. Ceux qui pensent que notre belle France a un charme irrésistible peuvent s'imaginer un instant tout quitter et arriver dans un pays dont souvent ils ignorent la langue. Une arrivée en catastrophe, sans bagages, sans argent, sans connaître personne et sans que quiconque ait envie de

« L'exil est une répression sans statistiques » vous connaître.

La Maison des journalistes (1) existe pour ces défenseurs de la liberté de la presse, boutés hors de leur pays. En tout juste sept ans, elle a hébergé 162 journalistes, venus de 47 pays. Sans distinction de sexe, de religion ou d'opinion. La Maison est financée en majorité par les médias français, dont « Sud Ouest ». Elle est l'expression d'une solidarité confraternelle, structure totalement indépendante, fondée par deux personnes pour qui, dans la patrie des droits de l'homme, il était domageable qu'un journaliste reconnu dans son pays devienne brusquement invisible, soit contraint à dor-

mir dans la rue et perde le reste de dignité que les emprisonnements et les tortures lui avaient laissés.

Soudan, Tchad, Chine, Algérie, Iran, Irak, Turquie, Birmanie, Éthiopie, Afghanistan, Pakistan, RDC, Syrie. Tels sont les pays d'origine, en ce mois de mai, de nos résidents. Ils trouvent ici une chambre, un ticket repas, un titre de transport, un soutien psychologique, des cours de français pour les non-francophones, une aide juridique ou sociale. Et surtout, une communauté de journalistes, la conférence de rédaction permanente.

Mais à la veille de ce 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, les résidents comme ceux qui les ont précédés ressentent un manque : leur hebdomadaire en ligne, « L'Œil de l'exilé », a dû fermer. Pour une subvention européenne de 2007 qui n'arrivera qu'en 2010. Parce que le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, qui faisait l'avance de l'argent européen, a cessé, sans prévenir : débrouillez-vous.

Puisque cette tribune n'est plus, qu'il me soit permis de partager celle de « Sud Ouest » avec mes confrères étrangers. « C'est grâce à « L'Œil de l'exilé » qu'après s'être remis des douleurs de la rupture, du déchirement de l'exil, les « chevaliers de plumes » rêvent de continuer à exercer ce métier, pour lequel ils ont accepté tant de sacrifices : intimidations, menaces, tortures, répressions de toutes sortes. » (Samira Benallou, algérienne.) « Au fil des éditions de « L'Œil de l'exilé », je recommence à sentir cette excitation qui précède toujours le lancement d'une enquête, la rédaction d'un papier. » (René Dassié, camerounais.) « Être journaliste et ne pas écrire est un supplice. « L'Œil de l'exilé » a remédié à cela. » (Brahim Moussa, tchadien.) « Si la tribune libre ferme, cela veut dire qu'il faut que nous, les journalistes étrangers, nous nous taisions ! » (Maha Hassan, syrienne.) « C'est comme si on nous disait : « On n'a pas besoin de vos idées, de vos écritures. Vos pensées ne nous intéressent plus. » (Véli Pelhivan, Kurde de Turquie.)

Au pays des droits de l'homme, un journaliste algérien réfugié désenchanté vous livre ces quelques mots : « Ne sois pas dupe/Ÿu as toujours su ce que tu voulais/Et dès que les autres l'ont compris/Ÿu es déjà perdu » (Youssef Zirem).

(1) www.maisondesjournalistes.org
maison.journalistes@wanadoo.fr